Réponse à M. le Prof. Monteil

Dans une interview accordée au journal **Action** de Tunis, parue le 14 janvier, Vincent Monteil, professeur des études islamiques à l'université de Dakar, déclare :

« Le Coran, par exemple, interdit le prêt usuraire ; si cela était appliqué à la lettre, il n'y aurait pas de banques en pays d'Islam. Encore une fois tout est question d'interprétation. Le jeûne et la prière mal interprétés constituent un obstacle au développement ».

Ce genre de critique de l'Islam n'est ni la première ni la dernière. Le gouvernement de Bulgarie et certains professeurs communistes de Paris l'ont déjà dite. Mais que V. Monteil s'y associe, cela nous étonne et nous attriste même. Comme continuateur de l'œuvre missionnaire de Massignon, il s'était distingué jusqu'ici par un respect pour la chose sacrée.

L'homme est un ensemble. Séparer un de ces aspects pour le développer aux dépens des autres le rendrait déséquilibré, un danger pour l'humanité. La prière est le devoir de l'homme vis-à-vis de son Créateur. Dieu n'a pas besoin de notre prière, mais nous en avons grand besoin. Si l'homme oublie ses devoirs et ne pense qu'à ses droits, à ses intérêts matériels, il deviendra un diable. Dans les 24 heures, se rappeler Dieu pendant 24 minutes qu'exigent les 5 prières quotidiennes, est, disons, aussi nécessaire pour un homme que l'exercice quotidien pour un soldat déjà bien entraîné.

Le chef de l'Etat le plus absurde du monde serait celui qui interdirait à son armée de jeûner. Elle, parmi toute la population, a le besoin d'avoir l'habitude de supporter les privations de manger-boire tout en continuant de combattre l'envahisseur. Le jeûne ne signifie point que le Musulman abandonne son travail ce jour-là, il gagne le temps des deux repas et produit davantage.

Suite page 18

UNE FIRME FRANÇAISE EQUIPERA DEUX USINES ALGERIENNES

ALGER. — La firme française « G. Lebocley » vient d'être chargée d'équiper deux usines algériennes de fabrication de survêtements, situées au Khroubs et à Azzazga, dans le Constantinois.

Les deux usines couvriront environ 20 % des besions algériens, grâce à une production annuelle de 1.200.000 pièces lde vêtements et coûteront 30 millions de dinars (F). Elles emploieront 200 ouvriers. Les deux unités, qui font partie d'un important programme industriel local, sont destinées à renforcer le pouvoir d'intervention de la future commune algérienne, dont les dirigeants seront élus le 5 février prochain.

C'est le troisième contrat que signe le « BERI » en moins d'une semaine, avec des firmes étrangères. L'organisme algérien vient en effet de conclure deux accords avec la société italienne « Mach Imtes » pour la fourniture d'équipement d'une usine de teinture en fils à Constantine, et la construction d'une usine de coton hydrophyle en Kabylie.

APRES ASSOUAN ETUDES SOVIETIQUES POUR LA CONSTRUCTION D'UN BARRAGE

ALGER. — Une mission scientifique soviétique vient d'achever les études commencées il y a 10 mois, de construction d'un barrage dans la plaine d'Oued Guebli, près de Collo, sur la côte de l'Algérie.

La plaine d'Oued Guebli, actuellement non irriguée, possède une terre très fertile mais la culture a dû y être interrompue par manque d'eau.

LES RUES ET QUARTIERS D'ALGER DEBAPTISES

ALGER. — La plupart des rues et des quartiers d'Alger vont être débaptisés et leurs noms actuels remplacés par ceux qu'ils portaient avant la conquête de l'Algérie ou par ceux des héros de la guerre d'indépendance ou encore les noms d'hommes illustres de l'histoire des civilisations musulmane et universelle.

Cette débaptisation qui affectera principalement les artères des anciens quartiers « européens » ne touchera pas toutefois les rues portant des « grands noms » de la civilisation universelle, tels que ceux de Cervantès, de Shakespeare ou de Victor Hugo.

Par contre les quartiers de Notre-Dame d'Afrique ou de St-Eugène porteront respectivement les noms de Sghara (comme avant 1830) et de Bolloguine fondateur de la ville d'Alger. Le « Bois de Boulogne » sur le flanc d'Alger, deviendra le Petit Atlas tandis que le quartier du « Fort l'Empereur », appelé ainsi en souvenir de l'expédition malheureuse de Charles Quint au 16e siècle, redeviendra le Bordj Moulay El Hassan. Le quartier de la Pointe Pescade s'appellera désormais « Rais Hamidou » du nom de l'un des plus célèbres amiraux de la flotte algérienne.

Enfin Alger aura ses places de la Palestine et du Vietnam en hommage aux pays dont les combats sont pour nous plus qu'un symbole », a déclaré hier l'administrateur d'Alger, M. Ferhat Balamane.

LA MAURITANIE CONTRE UN PACTE ISLAMIQUE

LE CAIRE. — M. Wane Birane Mamadou ministre des affaires étrangères de Mauritanie a déclaré aujourd'hui que son pays était opposé au projet de pacte islamique préconisé par le roi Fayçal d'Arabie Séoudite, annonce l'agence du Moyen-Orient.

Il a ajouté que la Mauritanie était contre tout pacte « contredisant le principe de non-alignement », surtout lorsque ces pactes « utilisaient la religion comme paravent ».

SELON « GOUMHOURIA » : UN PETIT SOMMET AFRICAIN (R.A.U., ALGERIE, TANZANIE, GUINEE, MALI, CONGO-BRAZZAVILLE ET MAURITANIE DU 23 AU 27 MARS AU CAIRE

LE CAIRE. — Les chefs d'Etat des sept pays africains ayant rompu leurs relations diplomatiques avec la Grande-Bretagne se réuniront au Caire du 23 au 27 mars, annonce le quotidien égyptien « Goumhouria », organe de l'Union Socialiste Arabe. Cette réunion, dont la préparation avait été annoncée le mois dernier, réunira dans la capitale égyptienne les présidents Nasser (R.A.U.), Boumédienne (Algérie), Nyéréré (Tanzanie), Sékou Touré (Guinée), Modibo Keita (Mali), Massamba-Débat (Congo-Brazzaville), et Moktar Ould Daddah (Mauritanie). La réunion, ajoute le journal, suivra la visite officielle du président Nyéréré en Egypte et, précèdera celle du président Mokhtar Ould Daddah. Selon le quotien égyptien, l'ordre du jour de la réunion prévoit notamment l'étude d'une éventuelle reprise des relations diplomatiques avec la Grande-Bretagne à la suite de l'évolution de l'affaire rhodésienne. Les chefs d'Etat africains étudieront également, selon « Goumhouria », les questions intéressant les relations des sept pays sur les plans politique, économique, social et culturel. Les problèmes internationaux actuels seront également évoqués (AFP)

« Adaptation des méthodes et des programmes d'enseignement du français »

a demandé la conférence des ministres de l'Education nationale des pays francophones d'Afrique et de Madagascar

ABIDJAN. — Après l'adoption, de l'importante résolution relative à l'adaptation de la réforme française de l'enseignement supérieur aux réalités africaines et malgache, la conférence des ministres de l'Education nationale des pays francophones d'Afrique et de Madagascar a décidé que sa prochaine réunion aurait lieu à Paris, du 24 au 28 avril prochain.

Elle a pris note des candidatures de Libreville (Gabon) et Bujumbura (Burundi) comme lieu de la première session de la conférence des ministres, en février ou mars 1968. Une décision à ce sujet interviendra à la conférence de Paris, en avril prochain.

Elle a adopté ensuite une série de recommandations ayant trait :

1) A la conférence des experts historiens et géographes, qui aura lieu à Tananarive du 28 mars au 4 avril 1967.

La discussion critique, qui doit constituer l'essentiel du débat, portera sur l'aspect pédagogique de la mise en forme et de la présentation des programmes provisoires d'histoire et de géographie.

2) A la création d'une association interafricaine et malgache des professeurs d'histoire et de géographie. A la publication d'un bulletin de liaison dans le cadre de cette association. A l'implantation à Abidjan d'un centre interafricain et malgache de reproduction et de diffusion de documents pédagogiques d'histoire et de géographie. A la création à Dakar d'un centre de documentation photographique.

3) A la création d'une commission d'experts chargés de l'adaptation des méthodes et des programmes d'enseignement du français, et à la désignation d'un pays coordinateur chargé de proposer une personnalité devant établir les contacts nécessaires à la constitution de cette commission.

4) A l'instauration de stages de recyclage des professeurs de l'enseignement du second degré.

Sur proposition du Congo-Kinshasa, la conférence a admis le principe qu'une commission d'experts, composée de la France, du Burundi, du Congo-Kinshasa et du Congo-Brazzaville, se réunisse à Brazzaville afin d'étudier l'harmonisation des programmes et des systèmes d'enseignement des pays africains et malgaches d'expression française.

Enfin, une résolution conjointe, présentée par Madagascar et la France, a été adoptée. Elle préconise notamment que l'étude des méthodes expérimentées, de même que celle des instructions et matériels utilisés, figure désormais de façon permanente à l'ordre du jour de la conférence des ministres de l'Education nationale et que le bureau pédagogique du secrétariat d'état français aux affaires étrangères chargé de la coopération, soit invité à présenter à ces conférences un rapport de synthèse, sur la base des documents que les états lui fourniraient à ce sujet.

La conférence avant de clore ses travaux a adopté une résolution concluant à la nécessité d'adopter la réforme française de l'enseignement supérieur au contexte africain et de coordonner l'enseignement supérieur en Afrique en matière d'information, de programmes et d'implantation des établissements universitaires.

Côte française des Somalis

M. ALI AREF : RETABLIR LE CONTACT ENTRE LES DEUX ETHNIES

DJIBOUTI. — « Je veux jeter pont entre les deux communautés territoire » a déclaré dans une inte view exclusive à l'A.F.P. M. Ali Ar ancien vice-président du conseil gouvernement qui démissionna ap les événements de l'été dernier. « puis son retour de Paris, la sema dernière, a-t-il ajouté, j'ai pu cons ter qu'il était difficile de combler fossé qui s'est creusé entre les afars les Somalis. C'est pourtant une néc sité absolue, car aucune communa ne peut se passer de l'autre ».

M. Ali Aref a préconisé pour « r blir le contact » entre les deux eth des réunions des leaders politi « seule, a-t-il dit, la discussion permettre de dégager des points rapprochement entre les chefs po que qui ont actuellement des posit opposées sur les options offertes le référendum du 19 mars ».

Après avoir rappelé qu'il fut le chef de parti du territoire à pre position en septembre, dès l'ann de l'organisation du référendum C.F.S., M. Ali Aref a ajouté qu'il tenait « plus que jamais » les cons de vote données à ses partisans e veur du « oui » et cela pour deux sons : l'une, qu'il a qualifié de cale » : à cause de son exiguité, de suffisance de son peuplement manque de cadres, la C.F.S. ne pas former un Etat viable. La deu est « internationale » : « Pour êt dépendant vis-à-vis de voisins revendiquent, le territoire doit d rer au sein de la République çaise ».

M. Ali Aref a souligné le ca libéral du « statut renouvelé » p par le gouvernement français. « ne porte ne nous est fermée, a-t L'autonomie interne qui nous ferte est très large. Il ne faut d'a pas se dissimuler que son appl présentera des difficultés en rai manque de cadres ».

On sait que M. Ali Aref a « Rassemblement Démocratique qui compte onze représentants, à l'assemblée territoriale. Minor Djibouti, ville peuplée surtout malis, le RDE est très largem planté dans les cercles du nord la plus grande partie de la pop du territoire.

Réponse à M. le Prof. Monteil (suite)

Des économistes avertis comme **le professeur Keynes de Cambridge, expliqueront à l'arabisant Monteil que, « tous les maux économiques de la société proviennent du prêt à intérêt ;** que le taux d'intérêt est d'autant plus bas que la société est plus cultivée. Donc, dans une société idéale, le taux sera de 0 %, autrement dit condamnation de l'intérêt dans une société bien équilibrée ». A noter que l'Islam n'interdit pas le gain commercial, mais l'intérêt aux prêts **à risque unilatéral.**

Les banques à la façon islamique existent déjà dans certains pays, depuis une centaine d'années parfois, et la disparition du colonialisme aide leur développement. Que Monteil médite que son maître, **feu Prof. Massignon a lui-même affirmé dans un de ses articles que dans la lutte entre le capitalisme et le socialisme, l'avenir est pour une civilisation qui interdit l'intérêt.**

DES NOUVELLES DU RUWANDA

Des nouvelles nous parviennent du Ruwanda selon lesquelles les populations musulmanes seraient l'objet, non seulement de brimades, mais d'une véritable pression à base de terreur de des autorités.

Cela va, nous dit-on, jusqu'à les pratiques religieuses des Mu

Nous attendons de plus ampl